

Oct 2019



Le lien avec les syndiqués

Vos sites

www.udcgt10.fr
www.cgt.fr
www.librairie-nvo.com
www.indecosa.cgt.fr
www.ancavtt.asso.fr

UD CGT AUBE

Vos contacts

- UD Aube :

2A Bd. du 1er RAM 1er étage
Tél. : 03 25 73 38 47
Fax : 03 25 73 84 27
e-mail : udcgt10@gmail.fr
Les lundis, mardis, jeudis :
de 9 h 30 à 17 h
Le mercredi :
de 9 h 30 à 11 h 30
Le vendredi :
de 9 h 30 à 16 h 45

- UL Troyes et alentours :

2A Bd. du 1er RAM 1er étage
ulcgtroyes10@gmail.com

UL Cgt Troyes

Tél. : 03 25 73 49 40
Permanence pour les syndiqués
9 h 00 à 12 h 00
Permanence conseil
du salarié : mardi de 14 h à 17 h 30

- UL Romilly-Nogent / Seine :

Rue de la Boule-d'Or
Tél. : 03 25 24 49 43
Fax : 03 25 24 88 10
Port. : 06 64 52 96 83
e-mail : ul.cgt.romilly@wanadoo.fr

- UL Brienne le Château :

25 Rue Maréchal Valée
Tél. 06 63 19 90 97
ul-cgt-brienne@hotmail.fr

- UL Bar sur seine :

5 Rue du Palais de justice

- UL Bar sur Aube :

9 Rue du collège

- USR :

Tél. : 03 25 73 38 47
Secrétariat lundi :
de 14 h à 16 h 30
e-mail : usrcgt10@gmail.com

- CSD CGT Aube

Fonction publique territoriale
Tél : 03 25 73 68 26
le 1er mardi du mois
2A Bd. du 1er RAM rdc
e-mail : csdcgt10@yahoo.fr



Édito.

MOBILISATION INDISPENSABLE

Judi 5 décembre :

Grande journée d'action

sur l'ensemble du territoire

Luttes

Judi 5 décembre :

toutes et tous en grève et dans l'action !

Les organisations syndicales et de jeunesse s'engagent à construire un plan d'action contre le projet de réforme de retraites par points et pour gagner un renforcement, une amélioration du système actuel de retraites solidaire et intergénérationnel.

L'émergence et la construction de luttes dans les différents secteurs professionnels, montrent la nécessité d'apporter des réponses aux salarié·es en termes d'emploi, de salaires, d'égalité entre les femmes et les hommes, de conditions de travail... Autant de sujets qui sont étroitement liés aux questions de la retraite et que l'actuel projet de réforme gouvernemental aggravera.

Les organisations vont initier et impulser des assemblées générales sur les lieux de travail et d'études, des débats publics sur tout le territoire, des interpellations des élu·es locaux et nationaux, des initiatives de sensibilisation de toute la population pour échanger sur la réforme et sur les modalités d'actions et de riposte collective.

Les organisations syndicales et de jeunesse (CGT, F0, FSU, Solidaires, FIDL, MNL, UNL, UNEF) appellent l'ensemble des salarié·es du secteur privé comme du secteur public, des retraité·es, des privé·es d'emploi, des jeunes, à une 1ère journée de grève interprofessionnelle le jeudi 5 décembre 2019.

Montreuil, le 16 octobre 2019

Les retraités·es toujours mobilisés·es

Une nouvelle fois ce sont près de 250 retraités aubois qui ont manifesté le 8 octobre à l'appel des 9 organisations et associations pour exiger une réponse à leurs revendications.

Nouvelle étape pour gagner une retraite digne permettant entre autres de vivre, et de se soigner, mais aussi pour exiger des services publics de proximité.

Dans le projet de finances 2020 cette augmentation dérisoire de 0,3 % est maintenue alors que l'inflation en 2019 s'établira probablement autour de 1,3 %. « La revalorisation des pensions de base interviendra dès janvier 2020 sur le niveau d'inflation pour les retraités percevant moins de 2 000 euros bruts par mois et à hauteur de 0,3 % pour les retraités dont les revenus sont supérieurs à ce seuil. »

Au total c'est une perte sèche de 3 % de pouvoir d'achat pour la majorité des retraités ! En 12 ans c'est près de 25 % de recul du pouvoir d'achat.

Ils ne supportent plus que le gouvernement qui prône la solidarité intergénérationnelle quand il s'agit d'augmenter la CSG, de bloquer ou limiter le pouvoir d'achat des pensions, les traitent de « Nantis » pour mieux les opposer aux actifs.

Non les retraités ne sont pas un coût, mais une richesse.

Nous continuerons la lutte pour obliger Emmanuel Macron et son gouvernement à nous rendre le pouvoir d'achat dont nous avons besoin, pour vivre dignement une retraite méritée.

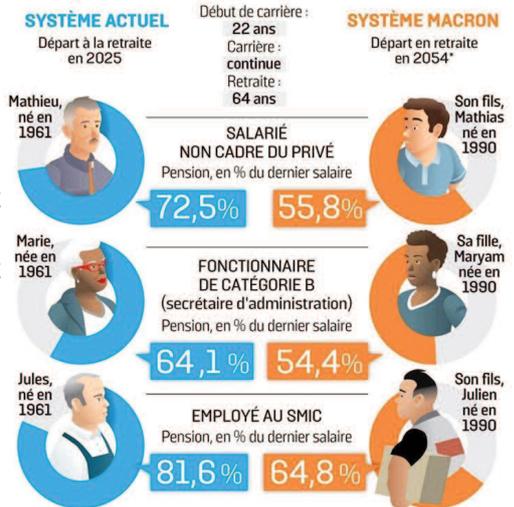
Comme nous serons aux côtés des actifs pour dire non à la réforme des retraites.

Nous sommes tous concernés !

Les simulations du collectif Réformedesretraites.fr

Le Parisien

Avant / après la réforme Macron



* Pour avoir la même pension que leurs parents, leurs enfants devront partir plus tard, jusqu'à 3 ans et demi pour Julien, l'employé au smic.

SOURCE : COR ET COLLECTIF REFORMESRETRAITES.FR LPINFOGRAPHIE

SNCF

La SNCF sourde aux mises en garde des syndicats

La direction du groupe ferroviaire a poursuivi sa politique de l'« équipement agent seul » malgré les multiples alertes.

Des syndicats des cheminots n'ont eu de cesse de le répéter : la mise en place du dispositif « équipement agent seul » (EAS), qui consiste à faire circuler les trains régionaux avec un seul agent à bord, sans la présence du moindre contrôleur dans le wagon, présente des risques pour la sécurité du personnel et des voyageurs.

Mais la direction de la SNCF a fait la sourde oreille. Celle-ci a même poursuivi sa politique d'EAS sur le territoire. Désormais, ce système est présent dans toutes les régions, indique le groupe ferroviaire. « Les trois quarts des TER (trains express régionaux- ndlr) sont exploités (avec un agent) seul à bord », précise Jean-Baptiste Djebbari, le secrétaire d'État aux Transports.

Le gouvernement et le groupe ferroviaire font mine d'ignorer que cette politique sociale entraîne des

difficultés pour chaque conducteur. Celui-ci se retrouve seul à assurer, par exemple, la fermeture des portes, les annonces aux voyageurs et la surveillance des passagers. Des missions habituellement confiées au contrôleur.

Dans un rapport diffusé en 2017, remis aux patrons du groupe ferroviaire et au ministère des Transports, la **CGT cheminots, premier syndicat de la SNCF, sonnait l'alerte** : « Le conducteur n'a pas les capacités matérielles et réglementaires d'assurer et de garantir la sécurité des voyageurs » et celle « des circulations ».

Pour le syndicat, c'est clair : « Psychologiquement et humainement, c'est insoutenable. Les réponses managériales consistant à demander au conducteur de gérer les voyageurs, alors qu'il se trouve dans une situation d'urgence dont il connaît les conséquences dangereuses pour les circulations et pour les voyageurs, sont inacceptables. » Côté direction, l'avantage de l'EAS vise à réduire les effectifs, la SNCF l'ayant développé pour « supprimer des postes de contrôleurs à bord des trains ».

La CGT cheminots « exige le retour de contrôleurs sur l'ensemble de ces circulations afin de permettre aux agents de conduite de se concentrer uniquement sur la gestion de la sécurité ferroviaire ».

CAF

La lutte continue ! On ne lâche rien !

Le 17 octobre 2019, les salariés de la CAF de l'Aube sont en grève, devant la CAF. Ils votent la reconduction du mouvement. 1h00 de grève tous les mois.



Un débrayage a eu lieu devant les locaux de la CAF de l'Aube situés à Troyes ce jeudi matin à 10h. Les employés dénoncent la souffrance au travail dans les services.

Des agents de la Caisse d'Allocations Familiales de Troyes étaient en grève pendant 1h ce jeudi 17 octobre. Réunis devant le siège, environ 50 personnes étaient réunies pour dire "stop" aux conditions de travail devenues inacceptables.

La CGT dénonce une souffrance et un mal-être au travail qui s'accroissent, des relations tendues avec la direction et un management jugé « agressif ». Depuis le changement de direction fin 2015, l'ambiance de travail n'est plus saine ni sereine, la pression du chiffre est plus forte et le mal-être du personnel se fait fortement ressentir.

La méthode de management et le manque de personnel ne conviennent plus aux 140 agents.

Une première manifestation a eu lieu le 26 septembre et cette grève pourrait se reconduire une fois par mois.



KARINA SERRANITO
TECHNICIENNE À LA CAF DE TROYES, SECRÉTAIRE ADJOINTE CGT

Pour d'autres infos: voir notre site internet

ADP

RIP ADP : première escale vers la démocratie

La procédure pour demander un Référendum d'Initiative Partagée (RIP) sur l'avenir d'ADP a été gagnée, c'est la première étape d'un processus complexe et c'est une première en France !

L'enjeu de ce référendum porte sur une proposition de loi visant à « Affirmer le caractère de service public national de l'exploitation des aéroports de Paris ». Il réside aussi et surtout dans une exigence de plus de démocratie, dans la capacité des citoyennes et citoyens à décider du devenir des biens et richesses de la nation, ce qui n'a pas été le cas, par exemple, lors des privatisations des autoroutes...

Soutenir le référendum sur ADP

Pour gagner ce référendum, il faut maintenant que 4,7 millions de citoyens et citoyennes le demande avant le 13 mars 2020).

L'action avec la CGT vous la voulez comment ?

Grande consultation des adhérents CGT
Donnez votre avis pour une CGT qui réponde toujours plus à vos besoins !

La force de la CGT, c'est son organisation et sa vie syndicale. Au cœur de ce processus, le syndiqué est un acteur clé, que ce soit pour participer à la prise de décision ou pour être le relais des propositions de la CGT : un syndicat, ce sont des syndiqués. La participation à l'élévation du rapport de force est tout aussi déterminante, et ce sous différentes formes.

À l'issue de son 52e Congrès, la CGT a décidé de lancer une vaste consultation de tous ses syndiqués pour préparer ensemble une rentrée offensive sur 3 sujets essentiels que sont :

- les retraites
- les salaires
- les services publics.

Nous t'invitons donc à répondre à ces quelques questions en ligne.

cgt.fr/actualites/france/mobilisation/grande-consultation-des-adherents-cgt

LA CGT CONDAMNE SANS RÉSERVE L'OPÉRATION MILITAIRE DU PRÉSIDENT TURC ERDOGAN EN SYRIE

Aucun argument ne peut justifier l'opération militaire lancée par le président de la Turquie au nord de la Syrie. La menace terroriste invoquée est ridicule. La CGT dénonce cette intervention militaire qui est une violation flagrante du droit international quant au respect des frontières internationales. Aucun État souverain sur la planète n'accepterait une telle ingérence sur son territoire au prétexte fallacieux de créer une « bande de sécurité » au-delà de ses propres frontières.

Sous le regard complice de la Russie qui intervient en soutien au régime de Bachar al-Assad, il s'agit pour les Turcs d'opérer un nettoyage ethnique chassant les Kurdes d'une large zone géographique le long de la frontière entre la Syrie et la Turquie. Cette offensive guerrière cache en réalité un refus de la Turquie de toute solution à la situation du peuple kurde.

Pour Erdogan, les Kurdes, qui défendent leurs droits et qui portent des revendications progressistes, démocratiques, multiculturelles et égalitaires entre les femmes et les hommes, seraient des bandits et des terroristes.

Les gouvernements américain et occidentaux, dont la France, n'ont cessé de vanter les combattantes et combattants Kurdes qui ont combattu Daech et participé à la liquidation de l'état islamique.

Le risque d'embrassement total de la situation dans cette région du monde avec des répercussions directes sur une population importante appelle à l'intervention active et réelle de la communauté internationale sous l'égide de l'ONU.

La France et la communauté internationale doivent créer les conditions de soutien et d'aide aux populations kurde et syrienne.

La CGT milite et œuvre pour la paix et le désarmement dans le monde.

La CGT reste fermement opposée aux interventions extérieures par la guerre qui ne font qu'alimenter le désespoir, la détresse et la misère sociale.

Face à l'agression militaire d'Erdogan la CGT auboise appelle toutes les organisations progressistes, associations et société civile à nous rencontrer afin d'agir ensemble avec force pour que la paix revienne.

Agenda

21 novembre 2019

Réunion de la CE de l'UD

5 décembre 2019

JNA Retraites

19 décembre 2019

Réunion de la CE de l'UD

5/6/7 février 2020

Journée de formation
des membres de la CE

Militants - Adhérents

— entre —

VOUS

— et —

NOUS

un lien
indissociable



partenariat@macif.fr



Essentiel pour moi

MACIF : MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4 rue de Pied de Fond 79000 Niort. Inscrite au registre des démarcheurs bancaires et financiers sous le n°2103371860HQ. Intermédiaire en opérations de banque pour le compte exclusif de Socram Banque.